sa matraque électrique, m'a mis à genoux et m'a questionné sur mes activités et mon identité en me frappant au visage avec une telle puissance qu'il a décroché mon bridge dentaire. Toutes mes réponses étaient ponctuées d'un "menteur", de coups et d'hypothèses paranoïaques qui me faisaient penser que j'étais suspecté d'espionnage. C'était une perspective qui m'avait toujours terrifié : être arrêté et soupçonné d'un crime dont on est innocent. Quand on est coupable, on peut avouer et faire cesser la torture. S'ils me suspectaient de travailler pour un journal, je n'aurais qu'à faire des aveux, je serais jugé et je serais condamné, c'est tout. Mais s'ils étaient convaincus que je coopérais avec des services de renseignements, je ne pourrais jamais leur prouver l'inverse. J'étais aussi mort de trouille à l'idée de révéler le nom des gens cités dans mes articles. Ensuite ils m'ont bandé les yeux avec une serviette et ont posé des fils électriques sur mes parties génitales. C'était une simulation, avec les câbles de mon propre ordinateur. Ils m'ont fait comprendre que si je voulais vraiment goûter aux décharges d'électricité, ils disposaient de l'équipement nécessaire. C'est à ce moment que j'ai lâché que j'écrivais pour *Le Monde*, sous le pseudonyme de Dominique Lucas, ce qu'ils ignoraient. Et ils m'ont frappé encore et aussi menacé de viol. Je ne sais pas combien de temps ça a duré, peut-être une demi-heure. Je me suis dit que ce n'était que le début et que j'allais finir découpé en tranches. Ensuite ils m'ont conduit dans le sous-sol de l'immeuble, où j'ai dû enlever mes vêtements et mes chaussures. Nous étions une dizaine d'hommes de tous âges, pieds nus et nous avons reçu notre uniforme, un bleu de chauffe. Je repense à un prisonnier qui m'a beaucoup marqué, un vieux Soudanais très malade qui tenait à peine debout et qui était loin de son pays d'origine, comme moi. Je ne savais pas ce qu'il faisait là, je me suis dit qu'il était seul et qu'il était possible de se faire arrêter puis de tomber dans une espèce de trou juridique et de rester toute sa vie en prison. Je ne sais pas s'il est encore vivant. Nous étions alignés dans une cour, nous avons été photographiés à tour de rôle avec une ardoise marquée à notre nom et notre matricule et ensuite nous avons été transférés dans les diverses cellules, la numéro 22 pour moi. Un officier m'a dit : "Maintenant tu ne t'appelles plus Khaled, mais 22". Je me suis retrouvé dans un cachot de 2m², privé de lumière du jour, sans rien à lire, sans stylo pour écrire, sans télévision ni radio. J'ai disposé deux des trois couvertures posées sur le sol pour en faire un matelas, puis je me suis couvert avec la troisième et, je ne sais pas comment, je me suis endormi. Peu de temps après, j'ai entendu les premiers cris d'un bourreau, je distinguais clairement des injures et le terme "Qui ?", mais je savais que l'objectif de ces séances visait moins à soutirer des informations qu'à punir, humilier et terroriser. J'ai entendu les hurlements du détenu qui se faisait torturer et j'ai senti mon rythme cardiaque s'accélérer, j'étais tétanisé de peur. Une heure après, un homme a ouvert la porte en acier très lourde de mon cachot avec un fracas monstrueux, m'a balancé un morceau de tissu pour que je me voile les yeux avec et m'a entraîné dans la pièce d'où provenaient les éclats

de voix. Une fois mon bandeau enlevé, je m'attendais avec effroi à voir un atelier de torture pourvu d'instruments divers et sophistiqués, mais il n'y avait que deux câbles et une table haute d'auscultation. J'ai été accueilli par le *moukhabarat* qui m'avait escorté avec le fusil à pompe. Il s'est immédiatement mis à me cogner et à me menacer. Ensuite, il a pris un câble et m'a frappé la main, il était un peu plus petit que moi et visiblement fatigué, alors il m'a fait mettre à genoux pour me tabasser plus confortablement. Il m'a demandé : "Raconte-moi", j'ai répondu : "Quoi ?", il m'a dit : "Tout. Tout depuis le début". J'ai bien aimé cette question, je venais d'avoir 40 ans, je me suis dit que j'allais gagner du temps en racontant mes 37 longues et riches années d'existence avant mon installation en Syrie et je me suis lancé dans ce récit, à partir de ma naissance dans un village en Kabylie. Mon interrogateur s'est endormi. Quand il s'est réveillé, il a frappé sur la table avec le câble autant pour m'effrayer que pour se réveiller, il s'est levé de sa chaise, a contourné le bureau qui nous séparait et m'a donné des coups de câble et une série de gifles au visage. Puis il s'est allumé une cigarette et m'a encore écouté pendant une heure et demie. Je n'en étais même pas à l'année 1985, je ne comprenais pas ce qu'il voulait, d'autant qu'il ne prenait pas de notes. Le second interrogatoire a eu lieu le lendemain. Il m'a signifié que je ne me ferais plus tabasser et m'a encore posé des questions. Voilà, ce sont les seuls sévices physiques que j'ai à déplorer : des claques, quelques coups de poing et de pied, un coup de cale sur l'épaule, des menaces d'enfermement jusqu'à ce que mes cheveux soient tout blancs et d'immersion dans un bain glacé. Selon moi, ce n'était pas de la torture, c'étaient même des baisers à côté de ce que les autres détenus, y compris de très jeunes adolescents, ont subi. Tous les jours, parfois toutes les nuits, j'ai entendu des gens torturés, j'ai entendu leurs cris *crescendo, crescendo, crescendo*, jusqu'à ce que des hommes d'âge mûr soient transformés en petites filles. Comme je ne voyais rien, j'avais démultiplié mon sens auditif, je savais par exemple qui traversait le couloir en fonction du bruit des pas, entre ceux qui marchaient pieds nus, les prisonniers, ceux qui portaient des claquettes en caoutchouc, les détenus affectés à la distribution des repas ou à l'ouverture de la porte des toilettes et ceux qui se déplaçaient avec des bottes, les *moukhabarats*. À travers les coups que je percevais distinctement, j'arrivais même à deviner la corpulence des corps battus, plutôt osseux ou gras, plutôt musclés ou frêles. Il y a eu une nuit où ils se sont acharnés sur le numéro 32, ils le torturaient, ils le remettaient en cellule, puis ils revenaient le chercher pour le torturer de nouveau. C'était un homme assez costaud, aux cris de douleur différents des autres, plus étouffés. Ils ne l'ont pas roué de coups, ils lui ont infligé des sévices différents. J'ai supposé qu'il avait été violé, sodomisé avec un truc contondant ou une matraque, ou alors plongé dans de l'eau gelée. »

Son quotidien en prison

« Au début, j'ai essayé de suivre la notion du temps, à partir des petits-déjeuners composés d'olives et d'une tranche de fromage, servis à un horaire régulier, mais j'ai perdu le fil au bout de quinze jours. En plus, je m'attendais à passer trois jours maximum en prison, comme la plupart des journalistes arrêtés. Après ces soixante-douze heures, je me suis dit qu'il fallait que je sorte le plus vite possible. C'était comme une course contre la montre. Les *moukhabarats* connaissaient mon pseudo et allaient chercher à identifier mes sources. Les personnes appréhendées au cours des manifestations ne restaient pas plus de dix jours, faute de place. Je n'avais aucun contact avec les autres prisonniers, mais j'ai essayé de communiquer avec ceux chargés de servir les repas et surtout de les questionner sur la date. Nous disposions de deux-trois secondes pour échanger, par des clignements d'yeux, des informations souvent erronées. Ils n'avaient pas le droit de nous parler, sinon ils se seraient fait massacrer. Je pouvais aussi partager quelques mots avec Ali, le jeune détenu dont la cellule était mitoyenne de la mienne. Passé quatorze jours, j'étais convaincu que j'allais finir par sortir. Au bout de quinze jours, je me suis aperçu que ça faisait en fait dix-huit jours que j'étais là et je me suis effondré. J'ai eu l'impression qu'ils m'avaient volé trois jours et j'ai commencé à perdre espoir. Après tout, j'étais journaliste, j'étais censé rapporter ce que je voyais et ce que j'entendais. S'ils avaient eu la bêtise de me mettre en prison, ils n'allaient quand même pas prendre le risque de me laisser témoigner en me relâchant, ils allaient me tuer. Alors, j'ai décidé de faire une grève de la faim pour obtenir la visite d'un avocat. Ils m'ont forcé à manger en échange d'une assistance juridique. Ce même jour, un détenu n'a pas touché au contenu de sa gamelle en plastique. Les *moukhabarats*, qui s'assuraient à chaque fois que les prisonniers avaient bien fini leur repas, ont extrait le gars de sa cellule pour savoir ce qui se passait. Ça n'avait rien à voir avec une grève de la faim. Comme il avait été salement torturé, il avait l'estomac noué et il ne pouvait rien avaler. Mais il s'est fait massacrer, de nouveau, il s'est fait fouetter jusqu'à ce qu'il n'ait plus de souffle pour pouvoir crier. Évidemment, ça m'a fait peur. Je me suis dit que si je devais faire une autre grève de la faim, je n'avais pas intérêt à le faire savoir tout de suite, donc j'ai planqué la nourriture dans le faux plafond et j'ai attendu d'être visiblement affaibli avant de me déclarer gréviste. Quand le *moukhabarat* m'a demandé pourquoi je n'avais pas mangé, j'ai dit quelque chose qui a fini par m'amuser moi-même : "Je suis déprimé", une expression qu'Ali avait employée une fois, une expression tellement déplacée dans un contexte pareil. La nouvelle n'a pas inquiété l'officier, qui devait probablement savoir que je serais libéré le lendemain et qui n'a pas appelé de médecin. Il y en avait un qui passait matin et soir, non pas pour soigner les blessures dues aux sévices, mais pour s'occuper des ennuis de santé antérieurs à la détention ou des problèmes digestifs liés à la nourriture de la prison. »

Les raisons de sa détention

« Je ne m'explique toujours pas ce qui s'est passé, je ne sais même pas quel service de renseignements m'a interpellé et détenu. Certains ont évoqué la police politique, d'autres le contre-espionnage. Je ne comprends pas pourquoi je me suis fait arrêter, pourquoi je me suis fait incarcérer, pourquoi ma détention a été aussi longue, pourquoi j'ai été relâché, pourquoi je n'ai pas été jugé, ni expulsé, ni frappé d'une interdiction de séjour... En revanche, je suis sûr que ce sont les autorités algériennes qui m'ont tiré d'affaire en mettant une grosse pression aux *moukhabarats*, vu la précipitation avec laquelle ils m'ont conduit à l'ambassade et l'obséquiosité dont ils ont fait preuve avec les diplomates de mon pays. Je ne sais pas du tout ce qui serait arrivé sinon. »

Son point de vue sur la situation en Syrie

« Lors de mon arrivée en 2008, j'ai eu la même impression qu'en 2004. Je n'ai jamais remarqué le poids des *moukhabarats*, j'ai même senti une parole libérée. Les gens discutaient et débattaient, avec une liberté d'expression limitée à la sphère privée certes, mais ils ne se faisaient pas enlever ou exécuter en raison de leur opinion politique. Je sais que beaucoup d'observateurs ne sont pas d'accord avec moi, mais je pense que certains d'entre eux réécrivent l'histoire à l'aune des événements actuels. Pour moi, la peur était circonscrite au milieu des défenseurs des droits de l'homme. Du temps d'Hafez al-Assad¹, quand on rêvait d'avoir insulté le président, on se réveillait en tremblant de peur d'avoir parlé dans son sommeil. Entre 2008 et l'insurrection, j'ai eu des conversations politiques dans tous les milieux, dans des cafés, des restaurants, des fêtes où l'on ne connaît pas l'identité de tous les invités, où l'on sait que certains collaborent avec les services de renseignements. L'omniprésence policière était bien réelle. Mes amis qui donnaient des cours d'arabe à des étrangers étaient très clairement sous le contrôle des *moukhabarats* et devaient pointer une fois par semaine ou par mois pour continuer à enseigner, en échange d'informations sur leurs étudiants, rien de malveillant à ma connaissance. Les agents de renseignements exerçaient une pression constante, mais amicale, en interrogeant les gens autour d'un café et non plus en les giflant comme il y a dix ans. Bachar al-Assad était très populaire et, à tort ou à raison, dissocié du régime en tant que tel, marqué par la corruption, la pression des "services" et des forces de sécurité et les restrictions aux libertés fondamentales. Les Syriens pensaient, comme moi pendant un temps, qu'il y avait des luttes intestines au sein des autorités, entre une vieille garde dure et le chef de l'État ainsi que ses conseillers. Même parmi les opposants que j'ai côtoyés, les gens étaient nombreux à croire aux volontés réformatrices de Bachar al-Assad. Ce n'était pas le cas pour

les présidents Hosni Moubarak en Égypte, Ali Abdullah Saleh au Yémen ou Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie, qui ne possédaient plus aucune marge de manœuvre, des présidents honnis, exécrés par la majorité de la population, en tout cas par une partie assez importante prête à mourir pour les chasser du pouvoir. Dès lors, quand le chef de l'État a pris la parole le 30 mars, pour la première fois depuis le début de la révolte et de sa répression meurtrière, ça a été une immense douche froide. Au début, les Syriens, même les plus radicaux, même ceux qui avaient connu la prison, ne demandaient que des réformes et ne voulaient pas de la chute du régime. Ils étaient terrifiés par la perspective de basculer dans une guerre civile et interconfessionnelle comme au Liban ou en Irak, en particulier les membres des minorités. C'est pourquoi il semblerait qu'un grand nombre de chrétiens de Syrie soutiennent le pouvoir en place. Les gens se disaient que la révolte populaire donnait enfin à Bachar al-Assad l'occasion de briser les services de renseignements et les forces de sécurité et d'appliquer la politique qu'il avait promise. C'était un scénario évident pour de nombreux citoyens et c'est la spécificité du cas syrien. Après son intervention du 30 mars, en dépit de la déception, il y avait encore des gens qui refusaient d'admettre que le président était vraiment l'auteur du texte. Les informations dont je disposais, issues de sources assez haut placées dans la diplomatie française, mentionnaient d'ailleurs l'existence de deux discours, une version assez conciliante et une version sans concessions. À la dernière minute, le chef de l'État aurait été poussé à lire cette dernière. Depuis, le mot d'ordre des manifestants a changé. Ils réclament sa destitution, voire son exécution. »

Son avis sur la répression

« Le déchaînement de violences et de brutalités des forces de l'ordre a abasourdi beaucoup de gens, moi le premier. Au début, j'ai été informé que des adolescents avaient été arrêtés et tabassés pour avoir fait quelques graffitis sur des murs dans la ville de Deraa. Ensuite, j'ai appris que le plus vieux d'entre eux avait 14 ans et qu'ils avaient été torturés de manière abjecte. J'avoue que j'ai été personnellement épouvané, je me suis demandé ce que des hommes capables de faire ça à des enfants allaient me réserver, parce que j'avais la certitude que je me ferais arrêter. Je ne pouvais pas marcher entre les gouttes d'eau. Cette crise a été gérée de manière stupide, en dehors de toute considération morale. Dès les premières exactions, il aurait suffi de limoger le chef des *moukhabarats* responsable des sévices infligés à ces jeunes garçons pour calmer les familles et les habitants de Deraa. Cela a été fait, il a été envoyé en prison, mais il a été remis en selle aussitôt après, sans la moindre discrétion, ce qui a alimenté la colère des Syriens. Ensuite, au cours des premières manifestations, les forces de l'ordre ont tiré avec des armes automatiques sur des gens désarmés, elles ont aussi tiré pendant les funérailles, à croire qu'elles faisaient

tout pour provoquer la révolte populaire. Je suis arrivé à deux hypothèses pour expliquer cette situation. D'une part, dès le début des événements, le président, ses conseillers et les députés, les autorités civiles en somme, ont été mis sur la touche par les forces de sécurité et les *moukhabarats*, qui ont décrété qu'il s'agissait d'une affaire de sécurité publique et que c'était désormais à eux de prendre en charge les affaires, en tout cas la répression. Bien sûr, ça n'exempte le chef de l'État d'aucune responsabilité. D'autre part, d'après mes informations sur le fonctionnement du clan au pouvoir, en cas de crise, les décisions sont prises de manière consensuelle au sein de la famille alaouite². Dès lors, ce n'était plus Bachar al-Assad qui était au pouvoir, mais sa famille : sa mère, son frère Maher qui dirige la Garde républicaine et la 4^e division de l'armée et qui est paraît-il un psychopathe sanguinaire, sa sœur et son beau-frère, Assef Chawkat, le patron de tous les services de renseignements, qui rivalise avec le militaire en matière de cruauté. Il en allait donc de la défense des intérêts de la famille, comme dans une mafia. C'est l'analogie la plus évidente. L'ascension de Bachar al-Assad ressemble d'ailleurs à celle de Michael Corleone, le héros de la trilogie du Parrain. C'était un étudiant en ophtalmologie à Londres, passionné par ses études et par sa petite copine, un jeune homme studieux, dégingandé et un peu timide qui n'avait pas du tout envie d'être sous les feux de la rampe et ne s'intéressait ni à la politique ni à l'armée. Celui qui devait succéder au père, c'était son frère Bassel, mort en 1994. Quand Bachar al-Assad est arrivé au pouvoir en 2000, il a manifesté la volonté de libéraliser l'économie et la politique. Il a voulu légaliser les affaires de la famille, mais il a échoué à mettre son pays sur les rails de la démocratie et il a pris goût au pouvoir, comme Michael Corleone. Les réformes qu'il envisageait dérangaient tous les parasites, c'est-à-dire les membres des services de renseignements et des forces de sécurité qui maillent l'ensemble de la société et contrôlent toute la machine économique en Syrie. »

Le courage des manifestants

« À mon sens, c'est vraiment une question de constitution psychique et physique. Quand je suis sorti de ma cellule, je suis resté debout pendant une heure dans un couloir et j'ai profité de ce champ de vision retrouvé pour observer avec attention ce qu'il y avait autour de moi, notamment les détenus qui sortaient d'un cachot collectif pour aller aux toilettes. Parmi eux, il y avait des hommes brisés, avec la tête et le corps courbés et le regard terrifié et d'autres avec les yeux chargés de colère et de détermination. Ceux-là allaient redescendre dans la rue, continuer le combat et faire l'histoire de leur pays. »

Témoignage recueilli par Olivia Moulin et Jean-Étienne de Linares le 7 octobre 2011.